



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 26 avril 2022 – N° 51

Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Le bénévolat, c'est participer à changer le monde.*
- Le député de Mont-Royal–Outremont sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Diane Chênevert.*
- Le député de Taillon sur le sujet suivant : *Mme Roxanne Parent Thibeault : une jeune bénévole d'exception.*
- Le député de Jacques-Cartier sur le sujet suivant : *Hommage à M. André Lalonde, responsable de la campagne annuelle de coquelicots de la succursale 57 de la Légion royale du Canada et médaillé du Gouverneur général en 2022.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Mme Nathalie Duclos, une entrepreneure active pour sa communauté.*
- La députée de Gaspé sur le sujet suivant : *Souligner le 35^e anniversaire du Centre d'action bénévole Le Hauban.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Le retrait de la vie politique du député de Jonquière.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Retraite de M. Robert Paris – l'un des pionniers du travail de rue à Montréal.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Sensibiliser les Québécoises et Québécois aux accidents cardiovasculaires.*
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *101 bougies pour Mme Gertrude Bourdon!*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) **documents**
 b) **rapports de commissions**
 c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 18
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 2) Projet de loi n° 19
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 3) Projet de loi n° 27
Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **24 mars 2022**
- 4) Projet de loi n° 28
Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 16 mars 2022
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 12 avril 2022
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jacques-Cartier le **14 avril 2022**

- 5) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 6) Projet de loi n° 32
Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire
Présenté par la ministre de l'Enseignement supérieur le **6 avril 2022**
- 7) Projet de loi n° 34
Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique
Présenté par le ministre de la Justice le **12 avril 2022**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 2
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 7 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 9) Projet de loi n° 4
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 1^{er} février 2022
Principe adopté le **2 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 9
Loi sur le protecteur national de l'élève
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1^{er} février 2022
Principe adopté le **3 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 11) **Projet de loi n° 11**
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 11 novembre 2021
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 8 février 2022
Principe adopté le **10 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 12) **Projet de loi n° 12**
Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 3 février 2022
Principe adopté le 17 février 2022, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **22 mars 2022**
- 13) **Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 14) **Projet de loi n° 29**
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le 23 mars 2022
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 6 avril 2022
Principe adopté le **7 avril 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

- 17) Projet de loi n° 22
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Transports le 9 février 2022
Principe adopté le 17 février 2022
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 17 mars 2022
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement déposé le **13 avril 2022** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 18) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**

- 19) Projet de loi n° 191
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 20) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 21) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à
l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux
changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du
droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 24) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre
Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes
âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit
d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et
l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

- 27) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 28) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 31) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 32) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 33) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 35) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le
26 septembre 2019
- 37) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le
12 novembre 2020
- 38) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 39) Projet de loi n° 494
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 40) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 499
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **24 février 2022**

- 44) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 46) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d’accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 47) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l’âge requis pour posséder la qualité d’électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 48) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 49) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 50) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

- 52) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 53) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 690
Loi promouvant les investissements socialement responsables
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 55) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 56) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 57) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 58) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 59) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 60) Projet de loi n° 696
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**

- 61) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 62) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 63) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 64) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 65) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 66) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 67) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 68) Projet de loi n° 795
Loi visant à faciliter l'accès du vérificateur général aux documents et aux renseignements nécessaires à l'exercice de ses attributions
Présenté par le député de Rosemont le **14 avril 2022**

- 69) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 70) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 71) Projet de loi n° 798
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 72) Projet de loi n° 799
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 73) Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 74) Projet de loi n° 892
Loi visant à élargir le droit d'un locataire de faire fixer le loyer et de faire modifier d'autres conditions du bail par le Tribunal administratif du logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **24 février 2022**
- 75) Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 76) Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **16 septembre 2021**

- 77) Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 78) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 79) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire
Présenté par la députée d'Iberville le 6 octobre 2021
Reprise du débat ajourné au nom du député de Saint-Jean le **9 février 2022**

Étude détaillée en commission

- 80) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 81) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le 30 mai 2019
Principe adopté le **12 avril 2022**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 82) Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 83)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 84)** Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2023 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 22 mars 2022 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **23 mars 2022**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 15

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
législatives

Adopté le **14 avril 2022**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat règlementaire

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable »;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau »;
- Audition du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique;
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Étude du Plan stratégique 2022-2026 d'Hydro-Québec (mandat confié le 24 mars 2022).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le protecteur national de l'élève (mandat confié le 3 février 2022).
- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022).
- **Projet de loi n° 12**, Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 17 février 2022).
- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 29**, Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec (mandat confié le 7 avril 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre (mandat confié le 10 février 2022).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 391**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière (mandat confié le 12 avril 2022).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 90) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **26 avril 2022**
Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 3 février dernier, je présentais à l'Assemblée nationale une pétition pour faire arrêter l'utilisation de la bromadiolone au Québec, notamment sur les sites de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq).

Utilisé pour contrôler les rongeurs, le bromadiolone est un poison hautement toxique. Son utilisation peut entraîner la mort de nombreux animaux tels que les oiseaux de proie. Banni dans plusieurs pays, états et provinces, tels que la France, la Californie et la Colombie-Britannique, ce poison est encore largement utilisé au Québec, alors qu'il existe des méthodes alternatives de contrôle des rongeurs misant sur des répulsifs non toxiques.

La Sépaq a déjà publiquement indiqué avoir pris la décision de ne plus utiliser la bromadiolone pour le contrôle des rongeurs, et qu'elle s'appuiera sur des méthodes sans risque pour la chaîne alimentaire.

Ma question au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : le ministre a-t-il l'intention d'interdire sur l'ensemble du territoire du Québec l'utilisation de la bromadiolone pour contrôler les rongeurs?

- 91) Mme Ghazal (Mercier) – **26 avril 2022**
Au ministre de l'Éducation

Le 28 septembre dernier, le CSSDM et la direction de l'école Laurier ont annoncé la décision d'effectuer des rénovations importantes auprès des parents des quelque 500 enfants qui fréquentent une école de quartier de la circonscription de Mercier, l'école Laurier.

J'ai été interpellée par de nombreux parents inquiets pour l'avenir du parcours scolaire de leur enfant, les élus municipaux et le Conseil d'établissement (CÉ) de l'école Laurier. Un comité de parents s'est mobilisé et a lancé une pétition en ligne qui a récolté 361 signatures, demandant des travaux concertés dans le but de préserver la qualité de vie dans leur école de quartier. J'ai eu l'opportunité de remettre cette pétition au ministre en mains propres le 7 décembre dernier au Salon bleu.

Conformément à la Loi sur l'instruction publique (LIP), le CÉ de l'école primaire Laurier a été consulté par le CSSDM concernant la possibilité de modifier l'acte d'établissement. C'est à la suite d'un travail de consultation et de concertation important auprès des parents de l'école Laurier que le CÉ a soumis six recommandations au CSSDM incluses dans une résolution adoptée le 7 décembre 2021. Ces recommandations comportaient, entre autres, d'offrir un service de garde avec point de chute les matins et les soirs dans le quartier. Cette disposition a été retenue à la suite d'un sondage auquel ont répondu 328 parents des 521 élèves. Le sondage a démontré qu'une importante majorité (79 %) souhaitait utiliser un service de garde situé près de l'école Laurier.

Le Plan triennal de répartition et de destination des immeubles 2022-2025 a été adopté le 16 février dernier, officialisant ainsi la délocalisation de l'école Laurier au Centre Lajeunesse (7378 Lajeunesse), soit à 2,8 km de l'école, pour une durée de deux ans. Réuni en CÉ extraordinaire le 14 mars dernier, le CSSDM a présenté les différents scénarios de transport et de service de garde (SDG) aux parents. Cette présentation avait pour objectif de « prendre le pouls » de la communauté, avant de prendre une décision finale. Trois scénarios ont été présentés aux parents : SDG dans le bâtiment transitoire et application de la politique de transport (option 1); SDG de proximité et mise en place de navettes entre le SG et le bâtiment (option 2); SDG transitoire et ajout à la politique de transport (option 3). Le CSSDM a recommandé fortement l'option 1, sans toutefois avoir pris en considération les résultats du sondage selon lesquels 79 % des parents souhaitaient un SDG de proximité (représenté dans l'option 2). Le CSSDM a recommandé d'exclure l'option 2 en évoquant des scénarios catastrophiques de logistique, mais n'a pourtant jamais contacté les élus municipaux pour planifier le transport ni les organismes qui possèdent des locaux voisins de l'école. Bien que l'option 3 ait été exceptionnellement ajoutée par le CSSDM pour satisfaire les besoins de la communauté de l'école Laurier, celle-ci semble davantage avoir eu l'effet d'inquiéter les parents quant à la sécurité de leurs enfants.

Le CSSDM a alors demandé au CÉ de faire un deuxième sondage concernant les trois options présentées, tout en évoquant que le temps presse et qu'il devient de plus en plus difficile d'organiser de façon concertée et socialement responsable la délocalisation. Des solutions alternatives, notamment deux options supplémentaires, ont rapidement émergé de la communauté. Le CÉ souhaitait les inclure dans le second sondage soumis aux parents, mais le CSSDM a refusé. Il est pourtant bien clair dans la LIP que les parents du conseil d'établissement peuvent consulter l'ensemble des parents de l'école sur tout sujet lié aux services éducatifs. Le CÉ aurait donc pu inclure des options alternatives dans le sondage pour recueillir les besoins des parents, puisque cela fait partie de son mandat.

J'étais moi-même présente au CÉ extraordinaire de l'École Laurier du 14 mars lorsque le Directeur aux services de l'organisation scolaire du CSSDM, M. Mathieu Desjardins, évoquait les « particularités » de l'école Laurier, soit le nombre d'élèves et la localisation centrale. Il ne fait aucun doute que ces « particularités » complexifient considérablement la délocalisation de cette école et qu'il s'avère pertinent de considérer l'ensemble des options alternatives.

Lors de l'adoption de la réforme sur les Commissions scolaires par le gouvernement du Québec en juin 2020, l'objectif clair était de « rapprocher la prise de décision le plus près possible des élèves et des personnes directement impliquées auprès d'eux, et toujours dans leur meilleur intérêt ». Je tiens à souligner la participation importante de plusieurs parents de l'école Laurier aux instances du CSSDM leur étant réservées, étant ces personnes directement impliquées auprès des élèves, en l'occurrence, le CÉ, le comité de parents et lors des séances du conseil d'administration (CA) du CSSDM.

Mes questions au ministre de l'Éducation sont les suivantes :

- En prenant exemple sur le cas de l'école Laurier, le ministre considère-t-il que le mécanisme de délocalisation des écoles est conforme à l'esprit de la réforme de la gouvernance scolaire?
- Considérant que le CA du CSSDM est sous tutelle depuis près d'un an, les équipes du CSSDM sont-elles prêtes à coordonner un projet de cette envergure et de cette complexité?
- Pourquoi le CSSDM a-t-il refusé de prendre en considération le choix de 79 % des parents qui veulent avoir un service de garde à proximité de l'école?

92) M. LeBel (Rimouski) – **26 avril 2022**
Au gouvernement

La hausse du prix de l'essence déstabilise les budgets de nombreux organismes de ma région. Parmi les conséquences, le Centre d'action bénévole de Rimouski-Neigette (CAB) doit mettre fin à son entente de service d'accompagnement-transport avec le Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours dès la fin du mois.

Les discussions avec les autorités concernées afin de rehausser le montant accordé par kilomètre parcouru pour accompagner les bénéficiaires de l'aide de dernier recours (présentement 0,465 \$) n'ont pas donné les résultats escomptés par le Centre d'action bénévole de Rimouski-Neigette. Pour cette raison, le CAB doit malheureusement se retirer de cette entente. Le 30 avril 2022, l'organisme n'offrira plus de service d'accompagnement-transport à la clientèle de l'aide sociale.

Comment peut-on expliquer que le CAB reçoit 0,52 \$ du CISSS pour le raccompagnement des personnes âgées, par exemple, et que pour le raccompagnement des bénéficiaires de l'aide sociale, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale verse plutôt 0,465 \$? Le gouvernement aurait-il une explication?

Quoi qu'il en soit, la fin de l'entente provoquera des effets majeurs pour la santé et la sécurité de nombreux bénéficiaires. Ces personnes doivent être traitées au même titre que les autres qui ont besoin de ce service. Il faut offrir le même montant pour le service d'accompagnement, peu importe la clientèle.

Ma question est la suivante :

Les personnes bénéficiaires de l'aide sociale doivent être traitées avec respect et dignité, c'est pourquoi je demande au gouvernement de revoir les ententes de service d'accompagnement-transport afin que ce soit équitable pour tous. Le gouvernement compte-t-il changer la situation dès maintenant, puisque les bénéficiaires de l'aide sociale seront pris en otage dès le 1^{er} mai et que leur santé en souffrira?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 24 mars 2022
Loi visant à favoriser la résolution du conflit entre la municipalité centrale de l'agglomération de Montréal et les autres municipalités liées concernant la formule servant au calcul de leur potentiel fiscal – *députée de Vaudreuil*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant à harmoniser et à moderniser les règles relatives au statut professionnel de l'artiste – *ministre de la Culture et des Communications*